

*Questions orales*

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la députée cherche à faire une montagne de rien du tout. L'importance des taux d'intérêt et celle de les abaisser ont été largement reconnus. C'est ce qui fait qu'il a été consacré beaucoup de temps à cette question des taux d'intérêt.

La députée sait qu'il n'y a pas de baguette magique pour faire baisser les taux d'intérêt. Mais si les pays industrialisés adoptent collectivement des politiques ayant pour effet de réduire l'inflation, cela par contrecoup fera baisser les taux d'intérêt. Voilà l'orientation que nous suivons.

\* \* \*

**LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES****L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS**

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Elle fait suite à la question posée par le chef de mon parti au sujet d'éventuelles directives qui auraient été données au Conseil national de recherches pour qu'il participe à l'initiative de défense stratégique américaine.

Selon la lettre dont mon chef a parlé, on aurait demandé au Conseil national de recherches de consacrer 6 millions de dollars à la recherche relative au projet de guerre des étoiles malgré les énormes compressions qui lui ont été imposées l'automne dernier. Le ministre pourrait-il nous dire si des directives de ce genre ont bel et bien été données au Conseil, ou si on lui a demandé de mettre de côté 6 millions de dollars ou une autre somme pour son éventuelle participation au projet de guerre des étoiles, au cas où le gouvernement prendrait une décision dans ce sens?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, le député et son chef font un peu plus que prêcher le faux pour connaître le vrai. En fait, le Conseil national de recherches a déjà bien assez de difficultés à trouver des fonds nécessaires à ses programmes actuels.

**Des voix:** Bravo!

**M. Axworthy:** C'est tout à fait vrai.

**M. Siddon:** La question est tout à fait hypothétique et elle est basée sur la fiction plutôt que sur les faits.

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, le ministre a oublié de dire que ce sont les compressions imposées par son gouvernement qui placent le Conseil national de recherches dans cette situation précaire.

**Des voix:** Bravo!

**L'UTILISATION DES CRÉDITS ACCORDÉS AU CONSEIL**

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Mon parti et moi-même espérons que le gouvernement décidera que le Canada ne participera pas au projet de guerre des étoiles. Cependant, dans le cas contraire, le ministre pourrait-il au moins nous assurer que le gouvernement canadien ne réduira pas les sommes consacrées à la recherche et au développement dans le cadre de programmes existants, afin de participer au projet de guerre des étoiles?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, le Conseil national de recherches accomplit un travail exceptionnel avec les crédits que lui accorde le Parlement. L'utilisation possible de ces fonds aux fins décrites par le député n'est que pure invention de sa part.

\* \* \*

**L'ADMINISTRATION****LES JEUX OLYMPIQUES DE CALGARY—LE CONTRAT DE TRAVAUX JURIDIQUES**

**M. John Nunziata (York-Sud-Weston):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne son frère, Peter, qui s'est vu adjudger tous les travaux juridiques faits à l'extérieur pour les Jeux olympiques de Calgary.

Je sais que le ministre dira que ce n'est pas du favoritisme, qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts et que ce n'est pas l'assiette au beurre, mais que son frère, Peter, a été choisi parce que c'était un bon avocat, consciencieux, qui connaît parfaitement le droit olympique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nunziata:** Pour qu'on sache bien à quoi s'en tenir, j'aimerais demander pourquoi l'on a remercié l'avocat olympique, Rob Rowley, pour le remplacer par le frère du ministre, Peter. Cette nomination avait-elle quelque chose à voir avec le fait que son frère, Peter, est le directeur albertain de la collecte des fonds pour le parti progressiste conservateur du Canada?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, cette question relève de moi, en tant que ministre de la Justice. Cela ne concerne en rien le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui ne sait probablement rien de la question, puisqu'il ne s'occupe pas des affaires juridiques.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** C'est vrai.

**M. Crosbie:** J'ai l'impression, monsieur le Président, que la question vise non pas à obtenir des renseignements, mais à permettre à cette bande de hyènes de rire, de rugir et de railer.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Si la question vise à obtenir des renseignements, je peux dire à la Chambre que c'est moi qui nomme les mandataires juridiques du ministère de la Justice. En octobre, j'ai chargé M. Peter Clark de s'occuper de tous les documents relatifs au financement des Jeux olympiques d'hiver, aux accords sur les contributions financières et d'autres travaux de cet ordre.

Je savais que le député soulèverait cette question, car il faisait pas mal d'appels dans les environs de Calgary. J'ai eu un rapport de mes fonctionnaires. On m'a fait savoir que l'on était extrêmement satisfait du travail de M. Clark, qui continuera à fournir les services juridiques requis, en dépit des sous-entendus et des insinuations du député qui continue son travail de fouineur.